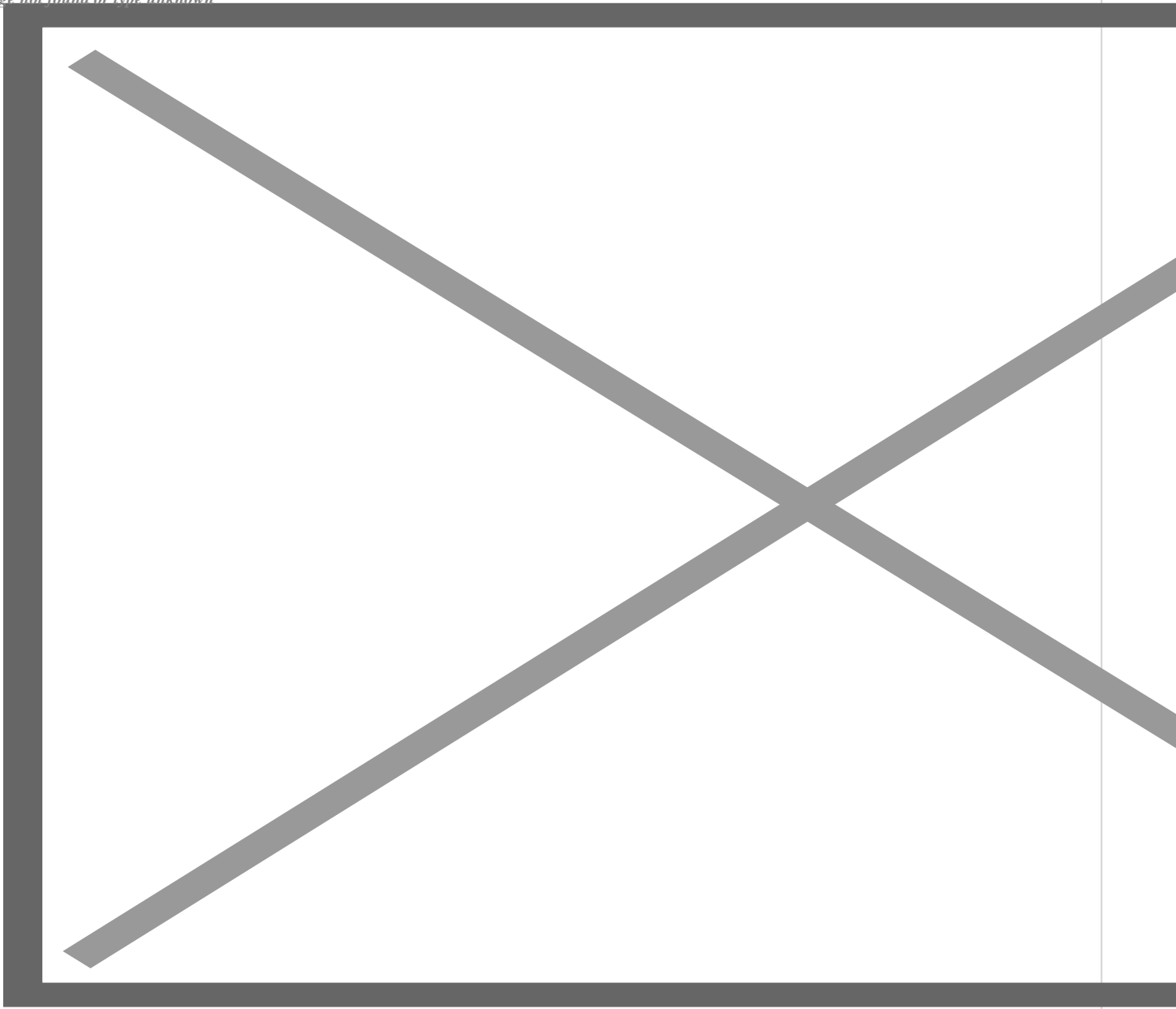


Grève à Santa Cruz: Le président bolivien réitère l'état d'urgence

Image not found or type unknown



Des organisations sociales boliviennes ont signé le 18 octobre dernier un Pacte d'unité. Photo: Twitter

La Havane, 25 oct. (RHC)- Le président bolivien Luis Arce a déclaré ce lundi que le Pacte d'unité, le Mouvement vers le socialisme et les secteurs sociaux restent en "état d'urgence" après une évaluation de la situation nationale.

"Nous avons tenu une importante réunion avec les organisations sociales, le Pacte d'unité et la direction de notre instrument politique MAS-IPSP, à #Cochabamba. Nous avons évalué la situation actuelle qui menace la démocratie, l'économie et la paix sociale. L'état d'urgence est maintenu", a écrit Luis Arce sur son compte Twitter.

Le président et le vice-président, David Choquehuanca, ont tenu une réunion à Cochabamba avec le dirigeant du Mouvement vers le socialisme-Instrument politique pour la souveraineté des peuples (MAS-IPSP), Evo Morales, et les différents dirigeants du Pacte d'unité, un bloc de secteurs sociaux qui constitue la base de soutien du gouvernement actuel.

La réunion s'est déroulée alors que la grève civique illimitée lancée par le gouverneur de Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, maintient des caravanes de camions-citernes bloquant l'entrée de la ville, avec un risque d'incendie dû à la chaleur.

De même, à Puerto Quijarro, un travailleur qui s'était opposé à la grève est déjà décédé, et la télévision a montré comment un citoyen a été harcelé et torturé lors d'une réunion municipale à Santa Cruz, qu'un groupe paramilitaire lié à Camacho a identifié comme un coreligionnaire du MAS-IPSP.

La chaîne publique Bolivia TV a également montré des images de citoyens essayant de se rendre au travail, harcelés et battus.

D'autre part, ce lundi, la ministre de la Présidence, María Nela Prada, a dirigé une réunion à Santa Cruz avec les représentants des organisations sociales départementales qui ont tenu le Grand Conseil populaire du 21 octobre.

Au cours de leurs interventions, les leaders populaires ont dénoncé les agressions et les violations de leur droit au travail et à la libre circulation, et ont demandé aux autorités des garanties à cet égard.

En revanche, la télévision a montré une circulaire envoyée aux bloqueurs par le président du Comité civique de Santa Cruz, Rómulo Calvo, leur ordonnant de faciliter le libre passage des véhicules appartenant aux sociétés des grands hommes d'affaires de Santa Cruz.

Les secteurs sociaux ont proposé que le gouvernement convoque les maires, gouverneurs et autres autorités régionales à une "réunion plurinationale" afin de convenir de la date du recensement de la population et du logement.

La date du recensement doit être déterminée "sur la base de critères techniques tenant compte des diverses réalités économiques, sociales et culturelles de notre État plurinational de Bolivie", indique le document.

Source: Prensa Latina



Radio Habana Cuba